INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 4 novembre 2022**

**INFOS MACRO**

* Les bourses européennes sont ancrés dans le vert à la clôture. L’indice CAC 40 a progressé de 2,77% dépassant le seuil des 6 416 points, portant ses gains sur la semaine à 2,3%. L'EuroStoxx50 s'est adjugé 2,68% à 3 688,39 points. De l'autre côté de l'Atlantique, à Wall Street, les marchés actions a effacé ses gains initiaux. Vers 17h45, le Dow Jones grappille 0,19% tandis que le Nasdaq Composte perd 0,24%.
* Cette semaine a été marquée par les décisions des Banques centrales destinées à lutter contre l'inflation. La Banque d'Angleterre annoncé ce jeudi une hausse de ses taux de 75 points de base à 3%, soit la plus forte depuis 1989. Face à cette inflation, de son côté, la Fed s'était déjà signalée en relevant son taux directeur de 0,75 point se situant entre 3,75% et 4%.
* Même si Jerome Powell a laissé entendre que le rythme de hausse des taux pourrait ralentir, le président de la Fed a déclaré qu'il était " très prématuré " de penser à une pause. Il a aggravé la situation en ajoutant que le taux d'intérêt terminal serait plus élevé qu'attendu. La Fed évoquait alors un taux final de 4,6%.
* Aujourd'hui, de nouvelles rumeurs sur un allégement de la politique zéro Covid en Chine ont alimenté l'appétit pour le risque.
* La divulgation du rapport sur l'emploi américain a également eu un impact positif sur les marchés. 261 000 emplois non-agricoles ont été créés en octobre, soit davantage que les 195 000 attendus. Un nombre qui contraste avec le taux de chômage actuel dans le pays ressorti à 3,7% contre 3,5% en septembre.
* Le prix du blé a perdu plus de 8% entre son plus haut et son plus bas de la semaine dernière. Il a tout d’abord nettement progressé à la suite de la décision de la Russie de suspendre indéfiniment sa participation à l’accord sur les exportations de céréales ukrainiennes. Le retour de Moscou au sein de cet agrément a eu l’effet inverse. Au final, le prix du blé est resté pratiquement stable à 8,40 dollars le boisseau (27 kg environ) sur la semaine.
* La monnaie unique progresse de 1,53% à 0,9899 dollar, profitant de l'annonce de l'augmentation du taux de chômage aux Etats-Unis en octobre. Il est passé à 3,7% contre 3,5% en septembre et un consensus de 3,6%. Par ailleurs, la hausse des salaires a ralenti à 4,7% en rythme annuel le mois dernier contre une croissance de 5% en septembre. " Bien que le marché du travail évolue dans la direction souhaitée par la Fed, le ralentissement reste très lent " a commenté Commerzbank.

Les États-Unis ont créé 261 000 emplois non-agricoles en octobre, davantage que les 195 000 attendus.

* La hausse de l'activité s'est poursuivie en octobre dans le secteur des services français, prolongeant ainsi une période de croissance continue amorcée en avril 2021. S'étant replié de 52,9 en septembre à 51,7, l'indice PMI S&P Global de l'activité commerciale indique un ralentissement de l'expansion en octobre. Il avait été annoncé initialement à 51,3.

En outre, bien qu'il se soit maintenu au-dessus de la barre du 50,0 du sans changement, l'indice a affiché un niveau nettement inférieur à sa moyenne de long terme, signalant ainsi une croissance faible au regard des critères historiques de l'enquête.

Le taux d'expansion s'est toutefois replié par rapport à septembre et n'a été que modéré. Si la croissance de l'activité s'est appuyée sur le maintien d'une demande relativement solide, la hausse du volume des nouvelles affaires a néanmoins ralenti au cours du mois et a affiché un rythme nettement inférieur à sa moyenne de long terme.

Les tensions inflationnistes sont demeurées élevées en octobre, le taux d'inflation des prix facturés s'étant même redressé à un sommet de cinq mois, ce malgré un léger ralentissement de la hausse des prix payés sur la même période.

Parallèlement, la confiance des prestataires de services français quant à une augmentation de leurs volumes d'activité dans les douze prochains mois a chuté et a affiché son plus bas niveau depuis près de deux ans, tendance reflétant les inquiétudes des entreprises liées à l'évolution de la conjoncture économique.

L'indice des directeurs d'achat Composite, qui prend en compte les services et le secteur manufacturier, est ressorti à 50,2 en octobre contre 51,2 en septembre. Il avait été annoncé initialement à 50.

* La production industrielle a reculé en France de 0,8% en septembre après avoir progressé de 2,7% en août, chiffre révisé de +2,4%, selon les données de l’Insee. Elle était attendue en repli de 1%. Sur un mois, la production se replie dans la plupart des grandes branches. Elle baisse dans les industries extractives, énergie, eau (-3,2 % après +0,6 %) et dans les matériels de transport (-2,3 % après +7,8 %). La production recule légèrement dans les « autres produits industriels » (-0,3 % après +2,7 %) et les industries agro-alimentaires (-0,3 % après +0,2 %).

Elle se replie nettement dans la cokéfaction-raffinage (-6,6 % après +4,8 %). À l'opposé, elle augmente de nouveau dans les biens d'équipement (+1,0 %, après +3,9 %).

Publié mercredi, l'indice des directeurs d'achat de S&P Global a signalé une contraction du secteur manufacturier pour un deuxième mois consécutif en octobre. L'indice s'est en effet replié de 47,7 en septembre à 47,2, affichant ainsi son plus faible niveau depuis presque deux ans et demi.

" La production et le volume des nouvelles commandes ont enregistré des baisses d'un rythme inégalé en dehors des périodes d'intenses turbulences économiques, telles que la pandémie de Covid-19, la crise de la dette souveraine dans la zone euro et la crise financière mondiale de 2008/2009 " a commenté Joe Hayes, Senior Economist à S&P Global Market Intelligence.

**SOCIETES**

* Du côté des publications d'entreprises cette semaine, le secteur bancaire s'est distingué. BNP Paribas et Société Générale ont publié des résultats solides au troisième trimestre voyant leurs titres grimper.
* En outre, le secteur luxe a été un élément moteur dans la hausse des marchés actions européennes ce vendredi. Les titres Hermès, Kering, LVMH, L'Oréal ont tous progressé. Les investisseurs espèrent profiter de la levée progressive des restrictions sanitaires en Chine dans les prochains mois.
* Suivant l’exemple de BNP Paribas jeudi, Société Générale a dévoilé des résultats plus solides que prévu au troisième trimestre. Poussant plus loin le mimétisme, l’action Société Générale (+2,54% à 24,10 euros ) a pris également la tête du CAC 40 en début de séance avant de la céder aux valeurs cycliques et du luxe. La ressemblance entre les performances des deux banques ne s’arrête pas là. Société Générale a aussi bénéficié des bons résultats de ses activités de marché, mais pas seulement. Autre bonne nouvelle, la banque de la Défense vise un coefficient d'exploitation 2022 inférieur à sa précédente fourchette de 64% à 66%.

Au troisième trimestre, le bénéfice net de la troisième banque française par la capitalisation boursière a reculé de 6,4% à 1,5 milliard d'euros, mais il a très nettement surpassé le consensus s'élevant à 999 millions d'euros.

Sur la période, les revenus de la banque ont crû de 2,3% à 6,83 milliards d'euros tandis que ses charges ont progressé de 1,5%, faisant ressortir un effet de ciseau positif. Le marché anticipait des revenus 8% plus faible.

Les profits de Société Générale ont reculé sous le coup d'une forte augmentation du risque, qui a été multiplié par 2,3 à 456 millions d'euros, soit 31 points de base des encours de crédit. Il est cependant inférieur de 12% au consensus.

Toutes les divisions du groupe ont dépassé les attentes, soulignent les analystes, mais la surperformance la plus importance a été constatée au niveau de la banque de financement et d'investissement. Cette dernière a en particulier bénéficié de la bonne performance des métiers de marché. Les activités Actions ont enregistré une croissance des revenus de 1% à 806 millions d'euros et celles des Taux, Crédit et Change, de 34,2% à 538 millions d'euros. Sa concurrente BNP Paribas avait affiché une croissance respective de 3% et 25%.

* Eiffage a progressé de 1,16% à 92,20 euros à la Bourse de Paris après avoir fait état d'une hausse de 7,3% de son chiffre d'affaires au troisième trimestre, tiré par ses activités travaux et concessions. Le groupe de BTP a réalisé sur les trois mois à fin septembre un chiffre d'affaires consolidé de 5,18 milliards d'euros. Son activité travaux a grimpé de 8,5% et sa filiale concessions de 2%. Eiffage est devenu fin octobre le premier actionnaire de l'opérateur du tunnel sous la Manche Getlink avec près de 19% du capital.

Eiffage allonge, au travers de cette acquisition, la durée de son portefeuille tout en renforçant sa participation dans un acteur clé de la décarbonation des transports en Europe", a indiqué le groupe dans un communiqué.

La division énergie, qui construit des lignes électriques, des éclairages publics, des fermes solaires et des centres de données, a enregistré un chiffre d'affaires de 1,28 milliard d'euros au troisième trimestre, en hausse de 12,9% sur un an.

Le chiffre d'affaires de l'opérateur autoroutier APRR, filiale d'Eiffage, s'élève à 2,15 milliards d'euros, en hausse de 12,6% sur un an, le trafic global ayant augmenté de 11,9% au 30 septembre par rapport à la même période de 2021.

Son carnet de commandes s'élevant à 18,8 milliards d'euros, Eiffage a confirmé ses perspectives 2022 de croissance du chiffre d'affaires et des bénéfices dans les segments travaux et concessions.

* Plus forte hausse de l'indice SBF 120, JCDecaux s'est adjugé 14,34% à 14,75 euros. Le géant de l'affichage publicitaire a enregistré au troisième trimestre une croissance de ses ventes de plus de 14%, supérieure à ses attentes, bien qu'affecté par les restrictions de déplacement en Chine. A ce dernier sujet, l'ampleur de la hausse de l'action s'explique aussi par l'émergence de nouvelles rumeurs sur un allégement de la politique zéro Covid en Chine. La croissance organique s'est élevée à 9%, dépassant le consensus s'élevant à +7,8%.

Son chiffre d'affaires sur la période s'est établi à 808,4 millions d'euros. Le chiffre d'affaires issu des développements numériques (DOOH), a "fortement progressé" (+25,5%) pour atteindre près de 30% des recettes totales.

Sur le plan mondial, l'affichage sur le mobilier urbain a dépassé son niveau de 2019 précédent la pandémie de Covid-19, avec un chiffre d'affaires de 412,5 millions d'euros (+8,2%). Les activités dans les aéroports sont également en croissance de 10,2% (277,7 millions d'euros) grâce au "fort rebond" du trafic aérien dans le monde, mais elles restent affectées par les restrictions de mobilité en Chine.

Les recettes de l'affichage sur panneaux publicitaires ont progressé de 9% (118 millions d'euros), "tirées par la croissance de l'Asie-Pacifique et en particulier de l'Australie".

Tandis que les perspectives du secteur sont assombries en raison du contexte macroéconomique, JCDecaux mise sur "une dynamique commerciale solide" et anticipe une croissance à données constantes "autour de 3%".

* Starbucks grimpe à la bourse new-yorkaise. La chaîne de cafés a annoncé un chiffre d'affaires record de 8,4 milliards de dollars entre juillet et septembre, qui correspond au quatrième trimestre de son année comptable, en hausse de 3,3% sur un an. Aux Etats-Unis, les ventes ont augmenté de 11%, en particulier en raison d'une hausse de 10% du ticket moyen payé par les clients. En Chine, son deuxième marché, elles ont chuté de 16% en raison des restrictions liées au Covid, ce qui a fait baisser ses ventes en dehors des Etats-Unis de 5%.

Le niveau actuel de l'action de Starbucks, outre ses résultats solides, s'explique aussi par l'émergence de nouvelles rumeurs sur un allégement de la politique zéro Covid en Chine.

Le bénéfice net du groupe a, en revanche, été divisé par deux sur la période, à 878 millions de dollars.

La société, qui fait face aux Etats-Unis à un mouvement de syndicalisation dans ses établissements, est aussi confrontée aux pressions inflationnistes, qui font monter les prix des matières premières.

Pour l'ensemble de son année comptable, Starbucks (36 000 établissements dans 83 pays) a vu son chiffre d'affaires progresser de 11% pour atteindre 32,25 milliards de dollars. Son bénéfice net a reculé de 22%, à 3,3 milliards de dollars.

* Neoen a gagné 4,23% à 36,19 euros, le producteur français indépendant d’énergie renouvelable ayant rehaussé ses prévisions annuelles. Il a connu une activité très dynamique sur les neuf premiers mois de 2022, affichant un chiffre d’affaires de 354,6 millions d’euros, en hausse de 46%. A taux de change constants, il a progressé de 41%. Neoen a ainsi pu se permettre de relever son objectif d'Ebitda ajusté 2022. Il est attendu à un niveau compris entre 390 et 410 millions d'euros. Sa marge d'Ebitda ajusté est anticipée entre 80% et 85%.

Il visait auparavant un Ebitda ajusté 2022 à un niveau compris entre 380 et 400 millions d'euros, avec une marge d'Ebitda ajusté attendue entre 80 et 90%.

Le producteur d'énergie réitère ses objectifs de croissance à deux chiffres de son Ebitda ajusté jusqu'en 2025 et son objectif de plus de 10 gigawatt de capacité en opération ou en construction à la fin de l'année 2025.

La croissance du chiffre d'affaires de Neoen a été portée par la contribution des actifs entrés en opération en France en 2021 et au premier semestre 2022. Son activité éolienne a contribué notamment à hauteur de 40% au chiffre d'affaires consolidé de Neoen sur les neuf premiers mois de 2022 contre 39% sur les neuf premiers mois de 2021.

Celle-ci résulte également du chiffre d'affaires " early generation " enregistré par plusieurs centrales sur les neuf premiers mois de l'année, en particulier au troisième trimestre, principalement en Finlande mais aussi en Australie, en Irlande et en France, dans un contexte de prix de marché très élevés.

Chacune des trois activités du Groupe Neoen a connu une croissance : solaire (+20%), éolien (+50%), stockage (x2,7). Son chiffre d'affaires du troisième trimestre est en augmentation de 68% s’élevant à 130,5 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2021

**ANALYSE**

Des prix qui dépassent l'entendement, une inflation qui galope et une inquiétude bien légitime : que certains industriels profitent de ce contexte tendu pour augmenter leurs marges.

Mais la conclusion de l'étude demandée par Bruno Le Maire à l'Inspection générale des finances (IGF) est sans appel : « Il n'y a pas eu de profiteurs de l'inflation dans l'alimentaire. Ni les agriculteurs ni les distributeurs, ni l'industrie agroalimentaire n'ont pris au passage de rémunération excessive », d'après Bruno le Maire, dans une interview accordée au « Parisien ».

Pour effectuer son étude, l'IGF a sélectionné un échantillon de douze produits alimentaires du quotidien (escalope de poulet, yaourts nature, baguette…) et a étudié l'évolution dans le temps de la marge brute des différents acteurs de la chaîne de production.

L'analyse révèle d'une part « que l'industrie agroalimentaire a comprimé ses marges » et d'autre part que « la grande distribution n'a pas contribué à renchérir les prix à la consommation des produits alimentaires », démentant donc l'hypothèse d'une inflation subie uniquement par le consommateur final.

Selon le rapport de l'IGF, « au total, la hausse des prix des produits alimentaires résulte de la combinaison de plusieurs facteurs : guerre en Ukraine, reprise post-Covid, réchauffement climatique, crise sanitaire animale et divers facteurs de nature économique (compétitivité de l'économie, pénurie de main-d’œuvre…) ».

Plus tôt dans l'année, un rapport sénatorial publié en juillet avait déjà conclu qu'à l'exception de quelques « cas particuliers » il n'était pas observé de « phénomène généralisé de hausses abusives ».

**L’AGENDA DU 7 novembre 2022**

**8h00 en Allemagne**
Production industrielle en septembre

**10h30 en zone euro**
Indice Sentix du sentiment des investisseurs en novembre